

DIRECTION GÉNÉRALE : DGCRMAI

RESPONSABLE DU DOSSIER : Florence Thériault-Tanguay

SUJET

N° H17 : 22-MS-03630

Octroi d'un contrat de services professionnels en lien avec l'application de la LSSSS et de ses règlements au CIUSSS de l'Estrie CHUS

BREF ÉTAT DE SITUATION

Le Protecteur du citoyen a déposé, le 17 mars dernier, un rapport soulevant des enjeux vécus au Centre intégré universitaire de l'Estrie-Centre Hospitalier Universitaire de Sherbrooke (CIUSSS) concernant l'application des plans de contingence en CHSLD du 18 juillet 2021 au 9 janvier 2022. L'enquête du Protecteur du citoyen a mis en lumière des enjeux de qualité et de sécurité des soins et services offerts en CHSLD.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a été saisi de ce rapport et désire comprendre quels ont été les facteurs contributifs qui ont mené à la situation constatée par le Protecteur du citoyen. Plus précisément, le MSSS désire :

- Analyser les mécanismes d'assurance qualité des soins et services dans les centres hospitaliers de soins de longue durée de l'établissement au moment de la constatation des faits par le protecteur;
- Porter un jugement sur le plan d'action du CIUSSS pour corriger la situation;
- Identifier les actions concrètes qui ont été posées afin de corriger la situation dans l'immédiat et en mesurer l'efficacité;
- Analyser les mécanismes de communication entre les gestionnaires de milieux, les directions concernées et la haute direction de l'établissement;
- Vérifier que les soins et services essentiels sont adéquats dans ces milieux actuellement.

Voici les raisons pour lesquelles la Direction de la gestion contractuelle ministérielle a reçu la présente demande d'autorisation de contrat après l'entrée en vigueur de celui-ci :

- Les enjeux de sécurité et de qualité des soins en CHSLD peuvent compromettre la sécurité et parfois la vie des résidents. Chaque jour passé entre le constat de potentielle menace à la sécurité des résidents peut se concrétiser en conséquence dramatiques;
- Le rapport du protecteur du citoyen a été porté à l'attention du MSSS en mai, lors de sa publication en ligne. Ce sont des délais importants entre le dépôt du rapport (17 mars) et la prise de connaissance par le MSSS;
- La nature sensible des dossiers entourant la qualité et la sécurité des soins en CHSLD requiert une action prompte du MSSS pour éviter les enjeux médiatiques et politiques.

Voici les raisons pour lesquelles la présente demande d'autorisation de contrat ne fait pas l'objet d'un appel d'offre bien que le montant total dépasse le seuil prescrit :

- La personne désignée pour mener l'enquête devait démontrer une grande connaissance du cadre législatif et réglementaire des CHSLD;
- La personne désignée devait être familière avec les relations CIUSS-CHSLD privé et publics;
- La personne désignée devait bénéficier d'une crédibilité solide;
- La personne désignée devait être disponible rapidement pour démarrer les travaux.

À la lumière de ce qui précède et conscient de la particularité et de la criticité du présent contrat, le sous-ministre adjoint à la coordination réseau et ministérielle et aux affaires institutionnelles a obtenu le 13 mai dernier l'approbation de la sous-ministre pour que la personne ciblée puisse démarrer les travaux.

IMPACTS (légal/réglementaire, relations fédérales-provinciales et autres)

IMPACTS FINANCIERS**EXERCICES FINANCIERS****SI LES CRÉDITS SONT DISPONIBLES, INSCRIRE :**

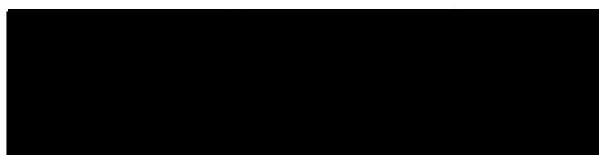
	20 22	-	20 23		20 ____	-	20 ____	
Dépenses :	58 000			\$				\$
Revenus :				\$				\$

Poste budgétaire : 2407500

Numéro AS-1414 :

SI LES CRÉDITS NE SONT PAS DISPONIBLES, INDIQUER LES SOURCES DE FINANCEMENT ET TRANSMETTRE À LA DGFARB**SOURCE DE FINANCEMENT :****COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS DE LA DGFARB (SI CRÉDITS NON DISPONIBLES)****ANALYSE D'IMPACT RÉGLEMENTAIRE (AIR) (VOIR GUIDE DE RÉDACTION DES DOCUMENTS OFFICIELS DU MSSS PAGE 11 POUR INFORMATIONS)**Requis ☐Non requis ☐**CLAUDE D'IMPACT SUR LES PERSONNES HANDICAPÉES****CONSULTATIONS EFFECTUÉES****RECOMMANDATIONS**

Octroyer un contrat à monsieur Jean-François Foisy.



2022-06-08

APPROBATION PAR LE OU LA SMA

DATE